



# Profil pays sur le pastoralisme et l'agriculture à petite échelle - Éthiopie



Novembre 2022

## REMERCIEMENTS

L'objectif principal de l'élaboration du profil pays sur le pastoralisme et l'agriculture à petite échelle est d'identifier l'état actuel du paysage de la gouvernance pour le pastoralisme et l'agriculture à petite échelle en Ethiopie.

Le programme SLGA soutient la mise en œuvre de l'Agenda de l'Union Africaine (UA) sur la gouvernance foncière. Il fait partie de l'initiative unique du BMZ (Ministère fédéral de la coopération économique et du développement) intitulé **"Un monde - Pas de faim"**. Ce programme aura une immense contribution à l'initiative dans le cadre du domaine d'action "promouvoir une utilisation responsable des terres et améliorer l'accès à la terre". Le SLGA vise à renforcer les capacités humaines et institutionnelles requises pour réaliser des politiques foncières durables qui reconnaissent les droits des groupes marginalisés tels que les petits agriculteurs, les pasteurs, les jeunes et les femmes à travers l'Afrique. L'un des principaux domaines d'action de la SLGA est la création et la coordination du Réseau d'excellence sur la gouvernance foncière en Afrique (NELGA) sous la direction de l'ALPC (African Land Policy Centre).

Cette étude a généré des preuves pour informer la capacité de la SLGA à fournir un soutien consultatif sur ces questions aux décideurs et autres parties prenantes. Ces informations contribueront à l'ensemble de la littérature disponible sur le programme de gouvernance foncière de l'UA visant à améliorer la gouvernance foncière en Afrique.

### Éditeurs

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

### Siège social

Bureau GIZ

B.P. 2406

1 Orange Groove

Highlands

Harare

Zimbabwe

Programme : SLGA

### Auteurs

Jimat Development Consultants

46 Somerset

Eastlea, Harare

Zimbabwe

Auteur principal : Dr. Lemlem Aregu

Personnel de soutien à la recherche : Deveria Banda et Tichaona Chivero

### Équipe de rédaction

Jimat Development Consultants

46 Somerset

Eastlea, Harare, Zimbabwe

### Conception et mise en page

Christel Kenou/ Jimat Development Consultants

### Crédits photos /sources

Page de couverture : GIZ/Thomas Imo

### Responsable

La GIZ est responsable de cette publication

Harare, 30 novembre 2022.



## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	i
TABLE DES MATIÈRES .....	ii
ACRONYMES ET ABREVIATIONS .....	iii
1. PAYS ET MACROÉCONOMIE.....	1
Données générales .....	1
Indicateurs socio-économiques .....	1
Agriculture et élevage .....	2
2. AGRICULTURE À PETITE ÉCHELLE.....	2
Caractéristiques générales des petits exploitants agricoles .....	2
Rôle et place des femmes .....	3
Rôle et place des jeunes .....	3
Recherches disponibles sur l'agriculture à petite échelle .....	4
Politique publique en faveur de l'agriculture à petite échelle .....	4
Accès à la terre et gouvernance foncière.....	5
Changement climatique et agriculture à petite échelle.....	6
Coopération internationale et régionale en faveur de l'agriculture à petite échelle .....	7
3. PASTORALISME .....	7
Caractéristiques générales .....	7
Rôle et place des femmes .....	8
Recherches disponibles sur le pastoralisme .....	8
Politique publique en faveur du pastoralisme .....	9
Pastoralisme et gestion des pâturages.....	9
Changement climatique et pastoralisme.....	10
Coopération internationale et régionale en faveur du pastoralisme .....	10
4. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	11
Risques et contraintes de la SSF et du pastoralisme.....	11
Recommandation.....	11
RÉFÉRENCES.....	14

## ACRONYMES ET ABREVIATIONS

<b>AU</b>	: Union africaine
<b>AU-DREA</b>	: Union africaine, département de l'économie rurale et de l'agriculture
<b>AU-ADB-ECA</b>	: Union africaine-Banque africaine de développement et Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
<b>CEDAW</b>	: Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
<b>ETB</b>	: Birr éthiopien
<b>KM</b>	: Kilomètre
<b>ODD</b>	: Objectifs du Développement durable
<b>OIT</b>	: Organisation internationale du travail
<b>OMD</b>	: Objectif du Millénaire pour le Développement
<b>OP</b>	: Organisations de producteurs
<b>PCA I</b>	: Projet de croissance agricole I.
<b>PCA II</b>	: Projet de croissance agricole II.
<b>PCT I et II</b>	: Plans de croissance et de transformation I et II
<b>PDDRP</b>	: Programme de développement durable et de réduction de la pauvreté
<b>PIB</b>	: Produits intérieurs bruts
<b>PPA</b>	: Parité de pouvoir d'achat
<b>SHF</b>	: Petits exploitants agricoles
<b>SNNPR</b>	: Région des nations, nationalités et peuples du Sud
<b>UNESCO</b>	: L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>USAID</b>	: Agence des États-Unis pour le développement international
<b>USD</b>	: Dollar américain

## 1. PAYS ET MACROÉCONOMIE

### Données générales

L'Éthiopie se trouve dans la Corne de l'Afrique et c'est un pays enclavé. Le pays est bordé par Djibouti, l'Érythrée, le Somaliland, le Kenya, le Sud-Soudan et le Soudan. Le pays est géographiquement très diversifié, composé de montagnes escarpées, de plateaux aux sommets plats, de gorges profondes et de vallées fluviales. La dépression Danakil<sup>1</sup>, le point le plus bas d'Afrique, se trouve en Éthiopie<sup>2</sup>. De même, l'Éthiopie présente une écologie diversifiée, allant de la **savane tropicale à l'ouest à un climat désertique chaud à l'est**. La majeure partie du pays (70 %) est constituée de hautes terres où se trouvent de nombreux petits exploitants agricoles.

L'Éthiopie a une superficie de 1,112 million de kilomètres carrés et abrite 120 513 748 habitants. C'est le pays le plus grand et le plus peuplé de la Corne de l'Afrique et la deuxième nation la plus peuplée d'Afrique, après le Nigeria. La population totale est estimée à 120.513.748 au samedi 22 octobre 2022, sur la base de l'élaboration par le World meter des dernières données des Nations

Unies<sup>3</sup>. Environ 83% de la population vit en zone rurale, tandis que 17% vit en zone urbaine.

### Indicateurs socio-économiques

L'Éthiopie est l'un des pays les plus pauvres du monde, avec environ 44 % de sa population vivant dans la pauvreté. Cependant, l'Éthiopie possède également l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde. Les causes de la pauvreté en Éthiopie comprennent diverses actions découlant de catastrophes naturelles et d'actions humaines<sup>4</sup>.

Le PIB de l'Éthiopie devrait atteindre 112,00 milliards de dollars US d'ici la fin de 2022, selon les modèles macroéconomiques mondiaux de Trading Economics et les prévisions des analystes.<sup>5</sup> Le PIB par habitant en Éthiopie devrait atteindre 650,00 USD d'ici la fin de l'année 2022, selon les modèles macroéconomiques mondiaux de Trading Economics et les prévisions des analystes.<sup>6</sup>

Tableau 1 : PIB éthiopien et PIB par habitant en 2022

Indicateurs du PIB	En 2022	Précédent	Unité
PIB	111.27	107.66	Milliards USD
PIB par habitant	852.01	826.97	USD
PIB par habitant PPA	2366.42	2296.89	USD
PIB des services	836.20	786.80	Milliards d'ETB
PIB de l'industrie manufacturière	618.80	576.90	Milliards d'ETB

<sup>1</sup> La dépression est située à environ 125 mètres en dessous du niveau de la mer et mesure 200 km de long sur 50 km de large. La dépression abrite 25% des volcans africains et c'est l'endroit le plus chaud de la planète.

<sup>2</sup> <https://www.bunniktours.com.au/blog/10-interesting-facts-about-ethiopia>

<sup>3</sup> <https://www.worldometers.info/world-population/ethiopia-population/>

<sup>4</sup> [taux de pauvreté de l'éthiopie - Google Search](#)

<sup>5</sup> <https://tradingeconomics.com/ethiopia/gdp>

<sup>6</sup> [PIB par habitant de l'ETHIOPIE - Recherche Google](#)

En Éthiopie, le taux de chômage s'élève à 24 %. Comme l'a indiqué la Banque mondiale en 2007, les jeunes ruraux éthiopiens sont de plus en plus privés de terres et manquent d'opportunités d'emploi, ce qui entraîne souvent une migration accrue vers les zones urbaines. Les institutions du marché du travail qui régissent les relations professionnelles en Éthiopie sont généralement considérées comme faibles. Cette faiblesse se caractérise par l'absence d'un cadre juridique et un manque de dialogue social entre les institutions.<sup>7</sup>

Malgré une économie en pleine croissance, l'Éthiopie reste l'un des pays les plus pauvres du monde. Elle est sujette aux chocs climatiques et connaît des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, en particulier parmi les populations rurales et les petits exploitants agricoles.

## *Agriculture et élevage*

L'agriculture est l'épine dorsale de l'économie éthiopienne. Elle contribue à 50% du PIB et à 85 % de l'emploi. 70 % des matières premières nécessaires aux grandes et moyennes industries proviennent de l'agriculture. Les cultures représentent 60 % de la production du secteur, tandis que le bétail compte pour 27 % et le reste (13 %) provient d'autres ajouts à la valeur de l'agriculture. L'agriculture est également la principale source de devises étrangères du pays grâce à l'exportation de produits agricoles, dont : le café, les cuirs et peaux, et les graines et noix utilisées pour la production d'huile comestible.

Tableau 2 : Changement de structure de l'économie éthiopienne

Année	Service	Industrie	Agriculture
2008/09	45.1	12	42.9
2009/10	46.7	13.2	40.1
2010/11	49.3	13.3	37.6
2011/12	47.0	12.8	40.2

## **2. AGRICULTURE À PETITE ÉCHELLE**

### *Caractéristiques générales des petits exploitants agricoles*

Un petit agriculteur est une personne qui travaille sur une petite parcelle de terre pour cultiver et élever du bétail. En général, les familles exploitent ces fermes pour leur subsistance, qui constitue leur principale source de revenus. Environ 74 % des agriculteurs éthiopiens vivent sur de petites exploitations, et environ 67 % d'entre eux vivent

sous le seuil de pauvreté national<sup>8</sup>. L'agriculture à petite échelle est le système agricole dominant en Éthiopie, caractérisé par une agriculture mixte pluviale utilisant des technologies traditionnelles et adoptant un système de production à faibles intrants et à faibles rendements. La moyenne nationale des terres agricoles des petits exploitants est inférieure à 1 ha (Rahmeto, 2000).

Les terres cultivées par les petits agriculteurs représentent 95 % de la superficie totale des terres utilisées par l'agriculture, contre 5%

<sup>7</sup> [taux de chômage de l'éthiopie - Google Search](#)

<sup>8</sup> <https://borgenproject.org/smallholder-farmers-in-ethiopia/>

seulement pour l'agriculture commerciale privée et publique. Les petits exploitants agricoles sont donc à l'origine de plus de 90 % de la production agricole totale. Ils produisent 94 % des cultures vivrières et 98 % du café, qui est le premier produit d'exportation et contribue à 40 % du PIB du pays<sup>9</sup>.

### *Rôle et place des femmes*

Les femmes jouent un rôle important dans l'agriculture éthiopienne et les petites exploitations agricoles. Elles contribuent largement au développement de la famille et de la société en général en participant aux soins ménagers non rémunérés et à l'entretien de la famille. la production agricole, l'élevage, la commercialisation des produits agricoles, les activités génératrices de revenus et plusieurs travaux communautaires. Malgré leur énorme contribution, en raison de la culture dominante et des mauvaises attitudes à l'égard des femmes qui sapent la contribution des femmes et en raison de la charge de travail élevée (travail domestique, travail de production et de commercialisation et travail communautaire), leurs contributions sont sous-estimées et les placent dans des positions économiques basses. En conséquence, les hommes sont considérés comme le soutien de famille "Les hommes apportent la nourriture et les femmes la préparent" est une expression couramment utilisée pour décrire le rôle des femmes et des hommes dans les sociétés (Boserup 1970).

Les femmes représentent environ 40 % de la main-d'œuvre agricole (Almaz, 2000). Les agricultrices réalisent jusqu'à 75 % des activités agricoles et représentent 70 % de la production alimentaire des ménages en Éthiopie. Mais elles produisent généralement jusqu'à 35 % de moins que les agriculteurs masculins parce qu'elles ont moins accès aux ressources (comme la terre), aux services de vulgarisation et aux intrants (semences, engrais, etc.).

Le gouvernement a pris des mesures appropriées pour renforcer les droits fonciers des femmes.

Bien que la politique foncière permette aux femmes de posséder des terres au même titre que leur mari et d'hériter de terres par le biais d'un certificat foncier conjoint, les pratiques coutumières limitent les droits fonciers des femmes.

Si l'on considère l'égalité des sexes dans la prise de décision et le leadership, les femmes ont une capacité de décision limitée et n'occupent pas de postes de direction. En conséquence, une évaluation de quarante deux organisations de producteurs (OP) a révélé que 59,5% des OP évaluées comptent moins de 20% de femmes parmi leurs membres ; la situation est encore pire en ce qui concerne les postes de direction. Comme on peut le constater, 66,7% des OP ne comptent pas de femmes au sein du comité exécutif. 30,9% des OP ont une femme dans le comité exécutif de sept membres. Cependant, aucune de ces femmes n'occupe de poste de décision important, comme la présidence, la vice-présidence ou le secrétariat. Une question se pose ici : quelle implication cela a-t-il en termes d'égalité des sexes ?

Bien que l'Éthiopie soit signataire de nombreuses conventions et directives internationales et régionales sur les femmes, comme la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), les inégalités entre les sexes restent un problème dans tous les secteurs. Si un véritable développement économique est envisagé et réalisé, les contributions des femmes à l'économie doivent être reconnues, appréciées et soutenues.

Par conséquent, une enquête approfondie sur l'implication des femmes dans le développement est essentielle pour comprendre leur contribution réelle et les principaux obstacles rencontrés sur lesquels une solution solide et durable peut être conçue et mise en œuvre.

### *Rôle et place des jeunes*

Alors que le secteur agricole présente un énorme potentiel et des entreprises en plein essor qui

---

<sup>9</sup> [Contribution des petits exploitants agricoles éthiopiens au PIB - Google Search](#)

offrent des opportunités considérables aux jeunes entrepreneurs, les jeunes n'aiment pas le travail à la ferme et migrent vers la ville pour trouver un emploi (OIT, 2021).

Le manque de lieu de travail et de ressources (terre), le caractère saisonnier du revenu agricole des petites exploitations, la peur du risque et de l'incertitude de l'agriculture à petite échelle et le manque de capital initial sont les principaux obstacles à la participation des jeunes à une entreprise agricole. Par contre, parmi les entreprises agricoles, les entreprises d'élevage ont été préférées par la majorité des jeunes, ce qui indique que le secteur de l'élevage a une énorme capacité de création d'emplois pour les jeunes en Éthiopie.

En dépit du fait que l'emploi des jeunes, en particulier des jeunes ruraux, représente un sous-emploi élevé et que les jeunes sans terre sont de plus en plus nombreux en Éthiopie (Moreda, 2017), les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, en particulier, ne souhaitent pas faire de l'agriculture leur principal moyen de subsistance, comme l'indiquent de nombreuses études (Mastewal, 2020). Par conséquent, pour augmenter la participation des jeunes dans une entreprise agricole, des ajustements politiques spéciaux basés sur la nature de l'entreprise sont nécessaires pour l'épargne initiale, et l'introduction d'une assurance agricole pour la peur du risque agricole sont recommandés par la modernisation de l'agriculture et rendre le secteur attractif pour les jeunes.

### *Recherches disponibles sur l'agriculture à petite échelle*

La Banque mondiale, en collaboration avec le gouvernement éthiopien, a aidé les petits exploitants agricoles à stimuler l'économie et à réduire la pauvreté en finançant le premier et le deuxième projet de croissance agricole (PCAI et PCAII) pour aider les petits exploitants agricoles en Éthiopie. PCAII aide les services agricoles de plusieurs manières, notamment en augmentant les ressources et les technologies et en aidant à la commercialisation. Avec l'aide de projets tels que le PCAI et le PCAII, la productivité agricole et la

commercialisation peuvent augmenter en gérant et en surmontant les difficultés de l'agriculture.

Au niveau national, c'est aussi le secteur agricole le plus étudié par rapport au pastoralisme et c'est le système agricole le plus dominant en Éthiopie.

### *Politique publique en faveur de l'agriculture à petite échelle*

Le développement rural en Éthiopie a une histoire relativement plus longue que celle de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Sous l'ère impériale, avant 1974, les politiques de développement ont favorisé le développement industriel, négligeant le secteur agricole et les petits exploitants, et travaillant principalement avec les agriculteurs plus aisés et commerciaux. Sous le régime socialiste du Derg (1974-1991), l'environnement politique a favorisé les fermes collectives et d'État au détriment des petits exploitants.

La période post-1991 est marquée par les stratégies économiques les plus importantes et les plus durables visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire au niveau national en augmentant la productivité des petits exploitants grâce à des informations et des technologies issues de la recherche, en augmentant l'offre de cultures industrielles et d'exportation et en assurant la réhabilitation et la conservation de la base de ressources naturelles avec une attention particulière à l'approche globale (Bure, 1998 ; Lemma et Beyene, 2000 ; Kssa 2003). Ces programmes comprennent L'industrialisation par l'agriculture, le Programme de développement durable et de réduction de la pauvreté (PDDRP), le développement durable participatif et accéléré pour éradiquer la pauvreté et les plans de croissance et de transformation successifs (PCT I et II).

La plupart de ces politiques et stratégies, y compris les décideurs politiques et les organismes donateurs, ont jusqu'à présent mis l'accent sur l'utilisation des technologies agricoles modernes comme seule source de croissance agricole pour l'Éthiopie. Bien qu'une attention significative ait été portée d'un régime à l'autre, l'accès, l'utilisation et la couverture des paquets technologiques du

pays en matière de développement rural n'ont pas été réalisés. Malgré les politiques et les stratégies de soutien aux petits exploitants agricoles au cours des trois dernières décennies, la croissance démographique, la dégradation de l'environnement, la baisse des rendements liée au climat, le faible niveau d'innovation en matière d'intrants agricoles et les contraintes en matière de capitaux sont autant de contraintes pressantes. Par conséquent, le coût des technologies modernes est si prohibitif que peu d'agriculteurs dans des zones limitées du pays en bénéficient jusqu'à présent.

Il est donc grand temps d'explorer les moyens d'identifier des approches qui pourraient compléter les stratégies de croissance existantes. Il est nécessaire de comprendre les questions complexes en jeu et de débattre en permanence des avantages et des inconvénients des différentes options. Il convient d'encourager la poursuite de l'engagement public sur les marchés des intrants et les services de vulgarisation, ainsi que la participation des investissements privés à la fourniture de biens et de services aux petits exploitants de manière potentiellement efficace (Welteji, 2018).

### *Accès à la terre et gouvernance foncière*

La terre est un bien public en Éthiopie. Le gouvernement l'administre depuis la réforme foncière radicale de 1975. Cette réforme a mis fin au type de relation d'exploitation qui existait entre les locataires et les propriétaires. Les locataires sont devenus des exploitants propriétaires avec des droits d'utilisation mais aucun droit de vendre, d'hypothéquer ou d'échanger des terres. Le changement de gouvernement en 1991 n'a pas apporté beaucoup de changements dans la politique foncière. Même si le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF) a adopté une politique économique de marché libre, il a décidé de maintenir toutes les terres rurales et urbaines sous propriété publique. La constitution du gouvernement de décembre 1994 a également proclamé que "la terre est une propriété commune des nations, nationalités et peuples d'Éthiopie et ne doit pas être soumise à la vente

ou à d'autres moyens de transfert". Par conséquent, les petits exploitants agricoles n'ont que le droit de cultiver la terre mais ne peuvent pas la vendre, l'échanger ou l'hypothéquer.

Les investisseurs peuvent louer des terres aux petits exploitants, et les investisseurs régionaux, nationaux et à grande échelle peuvent louer mais pas acheter des terres au gouvernement ou aux petits exploitants. Le gouvernement n'a procédé qu'occasionnellement à des redistributions de terres pour faire face à l'augmentation de la population. La redistribution des terres était plus fréquente à l'époque du Derg et a été découragée depuis 1991, sans toutefois être éliminée. (Mulat, 1999). La croissance de la population aurait pu être soutenue par la création d'emplois ruraux non agricoles, mais cela ne s'est pas produit, de sorte que les jeunes adultes et leurs groupes restent dans les zones rurales, soit sans emploi, soit comme travailleurs sans terre, soit comme métayers sur la terre de quelqu'un d'autre. Cette conséquence de la redistribution des terres et de la politique foncière actuelle ne semble pas avoir été prévue par le gouvernement éthiopien.

Le système de propriété foncière et la sécurité d'occupation des terres en Éthiopie sont des questions controversées depuis cinq décennies en raison de l'augmentation de la population.

La question de savoir "à qui appartient la terre" ou "qui utilise la terre" est en partie une question philosophique (la terre est un don de la nature), en partie une question de droit de propriété (le droit de chaque citoyen à la propriété est légalement protégé) et en partie une question de développement (la terre étant l'un des facteurs de production qui constitue le fondement même du développement social et économique). (le droit de chaque citoyen de posséder des biens est légalement protégé), et en partie, une question de développement (la terre étant l'un des facteurs de production qui constitue le fondement même du développement social et économique). Indépendamment de la perception de sa propriété et de son utilisation ou de la durée de sa possession (indéfinie pour la propriété privée ou définie pour la propriété publique), tous les régimes fonciers sont régis par le même principe

de droits de propriété et d'administration foncière.

### *Changement climatique et agriculture à petite échelle*

En Éthiopie, le changement climatique et les risques associés devraient avoir de graves répercussions sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le changement climatique, tel que la sécheresse, les précipitations très variables, les inondations, les faibles précipitations, les températures élevées, le gel, etc. peuvent avoir un effet dévastateur sur les moyens de subsistance et le bien-être de la population, en particulier sur les petits exploitants agricoles dont le principal moyen de subsistance dépend de l'agriculture pluviale. Le niveau d'impact dépend de la prise de conscience et du niveau d'adaptation en réponse au changement climatique. La capacité d'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques, la mise en place de mesures politiques appropriées et la conception de projets de développement réussis dépendent de différents facteurs. Le niveau d'éducation, l'âge et la richesse du chef de famille, l'accès au crédit et aux services agricoles, les informations sur le climat et la température influencent tous les choix d'adaptation des agriculteurs. En revanche, le manque d'informations sur les mesures d'adaptation et le manque de financement sont considérés comme les principaux facteurs inhibant l'adaptation (Gebrehiwot et Van der Veen, 2013).

Malgré les facteurs qui influencent l'impact négatif des changements climatiques sur l'agriculture à petite échelle, les perceptions des agriculteurs à l'échelle n'ont pas encore été suffisamment étudiées. Certains résultats ont révélé que les petits exploitants agricoles perçoivent le réchauffement des températures et les tendances à la baisse des précipitations qui correspondent à l'enregistrement météorologique local comme un changement climatique (Habtemariam et al. 2016). Les petits exploitants agricoles ont perçu une augmentation de la température, une diminution des précipitations et une augmentation de la variabilité interannuelle et intrapersonnelle des précipitations au cours des

20-30 dernières années. Les données climatiques observées (1977-2009) ont également montré une tendance à l'augmentation de la température et une forte variabilité inter-annuelle et intra-saisonnière des précipitations.

Contrairement à la perception des agriculteurs d'une diminution des précipitations totales, les données pluviométriques observées n'ont pas montré de baisse statistiquement significative. L'interaction entre divers facteurs biophysiques et socio-économiques, les changements dans l'intensité des précipitations et la réduction de l'eau disponible pour les cultures en raison de l'augmentation des périodes de chaleur peuvent avoir influencé la perception des agriculteurs concernant les tendances pluviométriques.

Par conséquent, au cours des dernières décennies, les petits exploitants agricoles ont modifié leurs pratiques agricoles pour s'adapter au changement climatique. Par exemple, les agriculteurs se sont penchés sur le choix des cultures et des variétés, sur l'ajustement des calendriers culturels et sur les pratiques de conservation de l'humidité telles que le travail minimum du sol, l'irrigation et le paillage.

Le changement climatique anticipé devrait exposer de nouveaux risques en dehors de l'éventail des expériences actuelles. Les contraintes technologiques, institutionnelles et d'accès au marché doivent être levées pour permettre aux agriculteurs de s'adapter à ces impacts. Par conséquent, une meilleure communication et des stratégies de renforcement des capacités doivent être mises en place au niveau des intrants agricoles, de la fourniture de crédit, de l'accès au marché et du renforcement des connaissances locales et des services d'information qui doivent faire partie intégrante des politiques gouvernementales pour aider les agriculteurs à s'adapter aux impacts du changement climatique actuel et futur.

Les facteurs identifiés aident les décideurs à fournir des services de vulgarisation et de conseil ciblés pour enrichir la compréhension du changement climatique et soutenir les adaptations appropriées au changement climatique au niveau des exploitations.

### *Coopération internationale et régionale en faveur de l'agriculture à petite échelle*

Les acteurs internationaux soutiennent l'Éthiopie dans son plaidoyer en faveur d'un programme de développement inclusif et appliquent des approches du développement et des réformes foncières adaptées au contexte et sensibles aux normes internationales de développement et aux droits de l'homme soutenus par les petits exploitants agricoles. Les investisseurs publics et privés sont engagés à accorder une attention particulière aux instruments internationaux qui défendent la dignité de tous les individus, y compris les petits exploitants agricoles. la Convention sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (UNESCO, 1972) ; le droit à l'alimentation, le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels) et la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, entre autres, dans les activités économiques liées à la terre.

Par exemple, à la suite des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et du développement durable (ODD) , le gouvernement éthiopien a conçu et mis en œuvre des plans successifs de croissance et de transformation (PCT I et II).

Sur le continent, depuis 2006, l'Union africaine, , la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (Consortium UA-BAD-CEA) , en collaboration avec les communautés économiques régionales, ont lancé une initiative sur les politiques foncières en Afrique pour aider les États africains à se doter de politiques foncières susceptibles de contribuer au développement économique, à la réduction de la pauvreté et à la consolidation de la paix. Il ne s'agissait pas d'imposer, de concevoir ou de généraliser une politique foncière uniforme aux États africains, mais d'aider les États membres de l'UA à élaborer et à mettre en œuvre des politiques foncières nationales efficaces et efficaces. Les initiatives en matière de politique foncière sont complétées par la rédaction de repères et d'indicateurs fonciers, comme le

recommandent le Cadre et les Directives sur la politique foncière en Afrique approuvés par l'UA, permettant aux États d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de leurs politiques et réglementations foncières.

Par exemple, à la suite de l'Agenda 2030 pour le développement durable, le gouvernement éthiopien a tenté de redistribuer les terres dans les hauts plateaux où les petits exploitants agricoles sont prédominants pour faire face à la croissance démographique et faire en sorte que les jeunes et les adultes possèdent des terres.

### **3. PASTORALISME**

#### *Caractéristiques générales*

Le pastoralisme est un mode de vie, une culture, un moyen de subsistance et un symbole d'amour pour 12 millions de citoyens (pasteurs) en Éthiopie et l'utilisation extensive des terres de parcours qui soutient environ 10-12% de la population du pays (Mohamed, 2019). Le pastoralisme est un système de production critique pratiqué dans les zones arides et semi-arides du pays. Il couvre les 2/3 de la masse terrestre du pays. Des estimations récentes indiquent qu'environ 120 millions de pasteurs et d'agro-pasteurs vivent dans le monde, dont 41,7% résident uniquement en Afrique subsaharienne (ASS).

Les pasteurs vivent dans des zones souvent décrites comme marginales, éloignées, sujettes aux conflits, à l'insécurité alimentaire et associées à des niveaux élevés de vulnérabilité et d'insécurité. Les communautés pastorales tirent leur subsistance de l'élevage du bétail domestique. En Éthiopie, 97 % des pasteurs éthiopiens se trouvent dans les zones de basses terres du pays. Ils représentent également de nombreux groupes ethniques différents. En ce qui concerne la taille de la population et la couverture de la zone, les Somali, les Afar et les Borena (dans l'Oromia) constituent la majorité des pasteurs, représentant respectivement environ 53%, 29% et 10% de la population pastorale. Les autres groupes pastoraux, plus petits (8%), comprennent les Hamar et Galeb, Arero et Dasenech, que l'on

trouve dans la région des nations, nationalités et peuples du Sud (SNNPR). Malgré le rôle important des zones pastorales dans l'économie nationale, le développement pastoral est très peu pris en compte ; les décideurs politiques négligent souvent ces groupes en se concentrant sur les intérêts de l'agriculture et des populations urbaines.

### *Rôle et place des femmes*

La grande majorité des sociétés pastorales éthiopiennes sont patrilineaires et dominées par les hommes. Les raisons de cette situation sont très discutées, mais la cause fondamentale semble être liée à l'importance de ne pas disperser les troupeaux viables.

Dans la plupart des sociétés pastorales, les rôles des hommes et des femmes sont fortement marqués, et les modèles semblent être extrêmement similaires dans le monde entier. Les femmes sont généralement responsables de la traite et de la transformation des produits laitiers ; elles peuvent ou non vendre le lait et ont généralement le contrôle du produit de la vente pour nourrir la famille. Les hommes sont responsables de la garde des troupeaux et de la vente des animaux à viande. Dans les systèmes où les troupeaux sont divisés, les femmes restent généralement sur les fermes fixes avec certains animaux, comme les vaches en lactation, les moutons et les chèvres, tandis que les hommes partent avec les animaux. Les femmes sont entièrement responsables de l'entretien du bétail qui reste à la maison.

Le revenu des épouses et des filles est inférieur à celui des maris et des fils, ce qui résulte de la subordination traditionnelle générale des femmes et des filles et des restrictions coutumières et religieuses sur la capacité des femmes à accumuler des richesses (Brockington 2001). En d'autres termes, pour qu'un ménage pastoral soit viable, les femmes ont généralement un pouvoir de décision plus faible au niveau du ménage et de la communauté ; elles possèdent moins de richesses et les dépenses du ménage qui leur sont consacrées sont moins importantes que celles des hommes.

Ces questions devraient attirer l'attention des décideurs politiques sur le développement du pastoralisme sensible au genre et aider à développer des politiques et des stratégies de développement du pastoralisme réalisables qui garantissent la capacité d'adaptation des femmes et des hommes du pastoralisme et la durabilité dans les zones pastorales.

### *Recherches disponibles sur le pastoralisme*

Suite au Cadre d'orientation de l'UA pour le pastoralisme, qui soutient le pastoralisme en tant que mode de vie et le droit des pasteurs à l'autodétermination (principe 3) ; soutient la mobilité pastorale (principes 4 et 7) ; et met en garde contre les liens entre la commercialisation sauvage de la production alimentaire, la dépossession et l'inégalité sociale croissante (UA, 2015), les programmes de recherche nationaux récents ont accordé une attention relativement considérable à cette question. Ceux-ci comprennent le lancement de recherches liées et guidées par le Plan directeur de l'élevage de l'Éthiopie de 2015, qui recommande de "promouvoir la mobilité des troupeaux en tant que stratégie pour utiliser la variabilité temporelle et spatiale de la disponibilité du fourrage".

En conséquence, la recherche nationale a remis en question et abordé les hypothèses précédemment mal conçues et démontré la cohérence de la gestion des ressources pastorales (Yimer, 2015). Les principaux défis sont liés aux questions de gouvernance, d'accès aux ressources (droits fonciers, moyens de subsistance et options de diversification) ; au changement climatique (tendances de la désertification, risques et opportunités). En outre, l'environnement favorable, tel que l'investissement dans les infrastructures, les services et les équipements de base, y compris l'utilisation des TIC et des options de microfinance, et la rémunération équitable du marché (politiques alimentaires et commerciales favorables aux pasteurs, liens entre les zones rurales et urbaines), sont parmi d'autres facteurs.

Par conséquent, ils ont suggéré de renforcer les initiatives de recherche actuelles qui pourraient

potentiellement fournir des solutions et des politiques basées sur des preuves pour le pastoralisme.

### *Politique publique en faveur du pastoralisme*

Il est évident que les politiques de développement en Éthiopie favorisent un système de petites exploitations agricoles au détriment du pastoralisme. Malgré l'importance économique et sociale des pasteurs en Éthiopie, le pastoralisme est très peu pris en compte. Toutes les interventions passées et récentes de développement pastoral en Éthiopie ont été initiées par des organisations multilatérales (Banque mondiale) et bilatérales (USAID).

La constitution de 1995 est la première à intégrer les questions relatives aux pasteurs pour la première fois dans le pays. Elle a également créé un département au sein du ministère des affaires fédérales, qui coordonne et facilite le développement des zones pastorales, et a mis en place une commission permanente des affaires pastorales au parlement, qui supervise les activités de développement pastoral dans le pays.

De plus, le régime actuel, la constitution éthiopienne, donne aux communautés pastorales le droit au libre pâturage, à l'utilisation équitable des ressources naturelles, à l'accès au marché et à la réception d'un prix équitable, ainsi qu'à ne pas être déplacées de leurs propres terres. Cependant, les pasteurs ont récemment été confrontés à de nouveaux problèmes, notamment la concurrence pour l'eau et les pâturages, la non-représentation dans les activités socio-économiques et politiques, les conflits ethniques, la pauvreté, la sécheresse et les changements climatiques. Le gouvernement éthiopien a entrepris des efforts à grande échelle pour développer les zones pastorales et a lancé différents projets. Le gouvernement éthiopien reconnaît également l'utilité des connaissances pastorales traditionnelles dans la gestion des ressources pastorales. Toutefois, sa politique à long terme préconise l'installation des pasteurs sur la base du développement de l'irrigation. Un dialogue plus ouvert est nécessaire entre les décideurs politiques, les facilitateurs du

développement, les chercheurs, les groupes de défense du pastoralisme et la communauté pastorale pour mettre en lumière les implications et la pertinence de la politique à long terme du gouvernement en matière d'implantation pastorale.

Comme les politiques et stratégies de développement pastoral semblent être centralisées, la nature actuelle du pastoralisme et le mode de vie des communautés pastorales sont en train de changer en Éthiopie. Par conséquent, le gouvernement doit élaborer des politiques et des stratégies fondées sur les coutumes locales et les connaissances pratiques.

### *Pastoralisme et gestion des pâturages*

Les pasteurs optimisent les ressources de la terre ferme en pratiquant un système d'élevage mobile et extensif. Ils utilisent la mobilité comme stratégie pour répondre rapidement aux fluctuations de la disponibilité des ressources. Ils se déplacent généralement en fonction de l'endroit et du moment où les pâturages sont disponibles, en fonction des précipitations rares et imprévisibles des terres arides. Ils utilisent différentes stratégies de gestion des troupeaux, telles que le fractionnement, la diversification et la maximisation des troupeaux, pour s'assurer qu'ils répartissent les risques de perte de bétail dus aux sécheresses, aux maladies et aux vols. Pour protéger leurs troupeaux contre la sécheresse, les inondations, la dégradation des pâturages et des sols, les maladies et les troubles sociaux, ils utilisent la végétation disponible sans dégrader l'environnement.

Les pasteurs éthiopiens disposent d'institutions et d'organisations traditionnelles qui guident la production pastorale et le mode de vie à maintenir. Ces institutions économiques, sociales et politiques ont facilité la propriété et la gestion des ressources, y compris les pâturages, la résolution des conflits, le partage et la redistribution des richesses, et la gouvernance.

Le secteur pastoral en Éthiopie élève la majorité du bétail dans des conditions où la plupart des animaux se nourrissent sur des terres naturelles plutôt que cultivées, ce qui inclut 40% des bovins,

75% des chèvres, 25% des moutons, 20% des équidés et 100% des chameaux que l'on trouve dans les zones pastorales.

Le pastoralisme et les petites exploitations agricoles sont liés et dépendent l'un de l'autre. Par exemple, 20 % des animaux destinés aux petits exploitants agricoles, en particulier les bœufs, proviennent de la zone pastorale.

La marginalisation politique et économique a entraîné une érosion de la base d'actifs des pasteurs, principalement leur bétail. Ces forces structurelles perturbent les voies de mobilité et l'accès aux pâturages de la saison sèche, ce qui réduit considérablement la capacité des pasteurs à déplacer leurs animaux vers d'autres pâturages, un mécanisme essentiel pour faire face à la sécheresse. Cela est particulièrement vrai pour les pasteurs les plus pauvres dont les troupeaux sont plus petits. Plutôt que de s'attaquer à cette marginalisation et de renforcer les capacités d'adaptation, on a préféré fournir une aide d'urgence, souvent trop tardive ou inadaptée, ce qui n'a fait que compromettre le développement durable dans ces régions.

### *Changement climatique et pastoralisme*

Le pastoralisme est pratiqué principalement dans les prairies.

qui couvrent environ un quart de la surface de la planète (Follet & Reed, 2010). Pour atténuer le risque climatique, le pastoralisme intègre des stratégies de gestion des risques et une utilisation rationnelle des terres arides que l'on trouve principalement dans les vastes zones arides et semi-arides d'Afrique. Il se manifeste par la variabilité des précipitations et les incertitudes associées dans la distribution spatiale et temporelle des ressources en eau et des pâturages pour les animaux.

Ils sont fortement touchés par les changements climatiques tels que les sécheresses répétées. En outre, les défis environnementaux, les défis infrastructurels, les conflits récurrents et les menaces sur les moyens de subsistance sont autant de facteurs qui mettent en péril les moyens de subsistance des pasteurs et leur capacité d'adaptation au changement climatique. Pour

mettre fin à cette vulnérabilité de la population pastorale, le gouvernement a mis en place des politiques de colonisation comme alternative. Cependant, la question demeure de savoir si la sédentarisation est le système le plus approprié pour améliorer la capacité d'adaptation des pasteurs au changement climatique.

Les pasteurs utilisent la mobilité comme une stratégie de base pour le développement de leurs moyens de subsistance et leurs systèmes de gestion des risques. Elle est étroitement associée aux troupeaux mobiles et aux zones arides (Robinson et al., 2011). Bien que les écosystèmes pastoraux africains soient les terres ancestrales d'une partie importante de la population pour laquelle le pastoralisme est un mode de vie traditionnel, le pastoralisme est loin d'être statique. Dans de nombreuses régions, les pasteurs s'adaptent aux nouvelles opportunités économiques et à un meilleur accès aux moyens de communication modernes (UA/DREA, 2010).

Cependant, les longues années de marginalisation des pasteurs ont entraîné un manque d'accès aux biens de production et aux services de base, une dépendance à l'égard de l'aide, des crises alimentaires, de l'insécurité et des conflits. En outre, ils ont contribué de manière significative à l'évolution des conditions naturelles, socio-économiques et institutionnelles qui ont entraîné des niveaux élevés de vulnérabilité.

### *Coopération internationale et régionale en faveur du pastoralisme*

Les pasteurs, qui constituent 12% de la population éthiopienne, ont été négligés et oubliés pendant des années. Les lacunes des gouvernements précédents ' politiques et stratégies ; l'attitude qui considère le pastoralisme comme un système de subsistance arriéré, sans le comprendre clairement ; les pratiques qui restreignent le pastoralisme mobile ; et l'absence de plans de développement participatifs, ont été observées comme des facteurs contribuant au sous-développement des zones pastorales.

Après avoir reconnu que l'absence de prise en compte du mode de vie et de l'écologie des

populations pastorales dans le passé est à l'origine des problèmes actuels des zones pastorales, la politique vise à ne pas répéter la même erreur.

#### 4. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La production agricole récente en Éthiopie a fait quelques progrès, mais elle doit encore être transformée pour augmenter la production végétale dans les systèmes d'agriculture à petite échelle en s'adaptant aux changements climatiques et en les atténuant.

Comme peu d'attention est accordée au pastoralisme, la capacité d'adaptation des pasteurs aux changements climatiques et autres incertitudes s'est détériorée au fil du temps. Dans les communautés pastorales, le manque de terres, de ressources, de connaissances adéquates et de soutien financier et politique sont également les principales raisons qui ont contribué à la faible capacité d'adaptation des pasteurs.

- **Importance socio-économique de la SSF et du pastoralisme en Éthiopie**

Il existe un lien évident entre la productivité de l'agriculture, de la SSF et du pastoralisme et la réduction de la pauvreté en Éthiopie. Comme les petits exploitants agricoles sont en quelque sorte considérés comme synonymes d'agriculture en Éthiopie, une plus grande attention est accordée à la SSF qu'au pastoralisme.

Il faut donc faire beaucoup plus pour que le pastoralisme donne lieu à des politiques de développement meilleures et inclusives qui renforcent la capacité d'adaptation des zones pastorales qui représentent environ 2/3 de la masse terrestre du pays et font vivre 12 à 15% de la population.

#### *Risques et contraintes de la SSF et du pastoralisme*

**L'agriculture :** L'agriculture en général et l'élevage et le pastoralisme en particulier, sont les activités les plus risquées et les plus compliquées.

Les petits exploitants agricoles et les pasteurs ont des défis et des risques distincts.

**Le climat :** Le climat est un problème qui peut principalement affecter la production agricole et la gestion du bétail. Des précipitations peu fiables peuvent rendre les systèmes de production agricole irréalisables. De nombreux petits exploitants et communautés pastorales dépendent uniquement de la pluie pour abreuver leurs cultures et leur bétail.

Les pâturages ordinaires et libres d'une zone pastorale sont considérés comme des no man's land. La plupart du temps, leurs terres communales sont susceptibles d'être accaparées par l'expansion de l'agriculture commerciale de 11 et la création de parcs nationaux.

**Technologie limitée :** Technologie et éducation limitées sont peut-être les plus grandes difficultés auxquelles se heurtent les petits exploitants agricoles et les pasteurs en Éthiopie.

#### *Recommandation*

Si l'atténuation des effets du changement climatique et le renforcement de la capacité d'adaptation des petits exploitants agricoles et des communautés pastorales restent essentiels, il est vital d'augmenter la production et la productivité agricoles et pastorales pour la SSF et le pastoralisme. Ce profil pays recommande donc :

- Assurer la formation, l'éducation et le renforcement des capacités des agriculteurs, des pasteurs et des agents de vulgarisation ; sur l'agriculture et le pastoralisme intelligents face au climat, davantage de preuves et de résultats fondés sur la recherche concernant l'impact du changement climatique sur la production, la productivité et les moyens de subsistance des petits exploitants aident les décideurs à fournir des services de vulgarisation et de conseil ciblés.
- Amplifier les relations avec le gouvernement et les institutions régionales (représentation politique, rendre la dévolution effective) pour soutenir l'accès aux ressources afin

d'examiner les droits fonciers, le changement climatique, les options de diversification des moyens de subsistance, entre autres.

- Soutenir un environnement propice à l'investissement dans les infrastructures, les services et les équipements de base, tels que les TIC innovantes et les options de microfinance, y compris la rémunération équitable du marché qui sont favorables au pastoralisme, les politiques alimentaires et commerciales, les liaisons rurales-urbaines et les investissements.
- Améliorer la qualité des sols et restaurer les terres dégradées et marginales au lieu d'étendre les terres cultivées par la déforestation vers les zones pastorales.
- La nature actuelle du pastoralisme et le mode de vie des communautés pastorales étant en train de changer, le gouvernement doit développer de manière proactive des politiques et des stratégies basées sur les coutumes locales et les connaissances pratiques du pastoralisme.
- Ainsi, dans la mesure où les politiques de développement promues par les gouvernements et les donateurs restreignent la mobilité, elles augmentent effectivement la vulnérabilité des pasteurs aux chocs naturels et anthropiques.
- Pour mettre fin à la vulnérabilité de la population pastorale, la politique du gouvernement qui a proposé la sédentarisation comme alternative pour promouvoir le sédentarisme dans les zones pastorales doit être revue et discutée parmi les communautés pastorales, car la sédentarisation n'est peut-être pas le système le plus réalisable pour les zones pastorales où les précipitations sont très variables.
- En outre, il ne faut pas oublier que les terres arides ne peuvent pas soutenir une

agriculture durable et fiable en raison des précipitations faibles et variables et des températures élevées. Bien que le gouvernement actuel fasse mieux que les régimes précédents, il est encore nécessaire de faire plus pour amener les pasteurs eux-mêmes à participer aux processus d'élaboration des politiques qui affectent leurs moyens de subsistance.

- Bien que l'Éthiopie soit signataire de nombreuses conventions et directives internationales et régionales relatives aux femmes, comme la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), les inégalités entre les sexes restent un problème dans tous les secteurs. Si un véritable développement économique est envisagé et réalisé, la contribution des femmes à l'économie doit être reconnue, appréciée et soutenue. Une enquête approfondie sur l'implication des femmes dans le développement de la SSF et du pastoralisme sera vitale. Par conséquent, les interventions de développement doivent reconnaître l'impact différent des résultats du développement sur les hommes et les femmes.
- De plus, bien que l'agriculture ait un grand potentiel pour absorber un grand nombre de personnes, les jeunes ont tendance à se tenir à l'écart de l'agriculture. Les problèmes liés aux institutions sont les principaux facteurs qui affectent les travaux de création d'emplois pour les jeunes ruraux en Éthiopie. Par conséquent, les questions politiques doivent revoir les stratégies de création d'emplois ruraux du point de vue de leur mise en œuvre en se concentrant sur l'intérêt des jeunes.
- Le système foncier et la sécurité d'occupation des terres en Éthiopie sont des questions controversées depuis cinq décennies. Ce problème doit être résolu

en activant et en consacrant les dispositions relatives aux droits de propriété pour tous les Éthiopiens, et en mettant en place un système intégré d'administration et de gouvernance des terres.

## RÉFÉRENCES

**Abduselam Abdulahi Mohamed (2019).** Pastoralisme et politique de développement en Éthiopie : Une étude de synthèse. Département d'économie agricole et d'agrobusiness. Institut international de recherche et de critique de Budapest-Journal. 2(4) Management, Université de Kebri Dehar, Kebridahar, Éthiopie.

**AU-DREA. Union africaine, Département de l'économie rurale et de l'agriculture (2010).** Cadre politique pour le pastoralisme en Afrique : Assurer, protéger et améliorer les vies, les moyens de subsistance et les droits des communautés pastorales. [www.africa-union.org](http://www.africa-union.org)

**UA . Union africaine. (2015).** Cadre politique pour le pastoralisme en Afrique : Assurer, protéger et améliorer la vie, les moyens de subsistance et les droits des communautés pastorales . Département de l'économie rurale et de l'agriculture. Addis Abeba, Éthiopie

**Boserup.E.1970** Women's Role In Economic Development : Allen Union London.D aniel Haile 1984 Legal Status of Ethiopian Women in Agricultural Development, Hawassa, Ethiopia

**Bure C. 1998.**The package extension approach and small holders, farmers arm productivity in high potential areas of Ethiopia : the case of Shashemene area. Ethiopia : Université d'Alemaya ;

**Dessalegn Rehmeto T (2000).** Le paysan et l'État : Studies in Agrarian Change in Ethiopia 1950s-2000s. Université d'Addis Abeba

**Diriba Welteji. (2018).** Un examen critique de la politique de développement rural de l'Éthiopie : accès, utilisation et couverture. Agriculture et sécurité alimentaire Vol 7 (55).

**Follet, R.F., et D.A. Reed (2010).** Séquestration du carbone du sol dans les pâturages : Societal benefits and policy implications. Rangeland Ecology & Management 63:1, 4-15

**Organisation internationale du travail (2021).** Promotion du travail décent dans l'agro-industrie, projet ProAgro Ethiopia, Organisation

internationale du travail (OIT), Genève, Suisse, 2021,

**Kassa Tarekegn, Kusse Kamaylo, Duge Galts et Endrias Oyka. (2022).** La participation des jeunes aux entreprises agricoles comme travail de création d'emplois ruraux et ses déterminants en Éthiopie du Sud. Advance in Agriculture.

**Kassa B. (2003).** La vulgarisation agricole en Ethiopie. The case of participatory demonstrations and training extension system. J Soc Dev Africa;18(1):49-83

**Lemlem TekleGiorgis Habtemariam, Markus Gandorfer, Getachew Abebe Kassa et Alois Heissenhuber. (2016).** Facteurs influençant la perception du changement climatique par les petits exploitants agricoles : Une étude auprès d'agriculteurs en Éthiopie. Gestion de l'environnement volume 58, pages343-358.

**Lemma T, Beyene F. (2000).** Evaluation de l'efficacité d'un programme de vulgarisation dans les hautes terres de Haraghe : le cas du package de vulgarisation du maïs - un projet de recherche. Département de la vulgarisation agricole ;

**Moa Alemayehu (2019).** Le rôle des femmes dans l'économie agricole en Éthiopie : Le cas du woreda d'Alira dans la zone Wollega occidentale, État régional d'Oromia. Journal international de recherche en sociologie et en anthropologie. Vol 5(5) 15-27 En ligne ISSN : ISSN 2059-121

**Mohammed Yimer (2015).** Voies de développement pastoral en Éthiopie ; l'environnement politique et les contraintes critiques. Mémoire de politique générale. Département des études civiques et éthiques, Collège des sciences sociales et humaines, Université Arba Minch.

**Tagel Gebrehiwot et Anne van der Veen (2013).** Adaptation au changement climatique au niveau des exploitations agricoles : Le cas des agriculteurs des hauts plateaux éthiopiens. Gestion de l'environnement volume 52, pages29-44 (2013).

**T. Moreda, B. Panchugopal, et R. Guta. (2017).** " Facteurs affectant la participation des

jeunes à la micro et petite agro-industrie : le cas du district de Kuyyu, zone de North Shewa de l'État régional d'Oromia, Éthiopie ", International Journal of Research in Economics and Social Sciences, vol. 7, no. 11, pp. 1-12, 2017.

***Y. Mastewal, T. Tewodros, S. Herman, A. Addisalem, et K. Selome, (2020).*** "Politiques et interventions pour l'emploi des jeunes ruraux en Éthiopie : une synthèse de l'examen de la littérature, "Programme Realising Sustainable Agricultural Livelihoods Security in Ethiopia (BENEFIT-REALISE),